

PRINCIPALES INFORMATIONS DU RAPPORT ANNUEL 2021 D'IFC

Principales données opérationnelles

En millions de dollars, au 30 juin, date de clôture des exercices

	2021	2020	2019	2018	2017
Engagements au titre d'investissements¹	31 500	28 430	24 890	30 699	25 807
Engagements au titre d'investissements à long terme					
POUR LE COMPTE D'IFC	12 474	11 135	8 920	11 629	11 854
Nombre de projets	313	282	269	366	342
Nombre de pays	71	67	65	74	75
RESSOURCES MOBILISÉES²	10 831	10 826	10 206	11 671	7 461
Prêts syndiqués	3 647	4 989	5 824	7 745	3 475
Initiatives d'IFC et autres	3 693	3 370	2 857	2 619	2 207
Fonds d'Asset Management Company (AMC)	244	50	388	263	531
Ressources mobilisées au titre de services-conseil ³	3 246	2 417	1 137	1 044	1 248
TOTAL DES ENGAGEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS À LONG TERME	23 305	21 961	19 126	23 301	19 316
Engagements au titre d'investissements à court terme					
Engagements annuels ⁴	8 195	6 469	5 764	7 398	6 491
Décaissements au titre d'investissements					
Pour le compte d'IFC	11 438	10 518	9 074	11 149	10 355
Prêts syndiqués	1 309	2 231	2 510	1 984	2 248
TOTAL DES DÉCAISSEMENTS AU TITRE D'INVESTISSEMENTS	12 747	12 749	11 584	13 133	12 602
Exposition du portefeuille⁵					
Nombre d'entreprises	1 822	1 880	1 930	1 977	2 005
Pour le compte d'IFC	64 092	58 650	58 847	57 173	55 015
Prêts syndiqués	15 658	16 161	15 787	16 210	16 047
EXPOSITION TOTALE DU PORTEFEUILLE	79 750	74 811	74 635	73 383	71 062
Services-conseil					
Dépenses au titre du programme de services-conseil	244,0	274,4	295,1	273,4	245,7
Pourcentage du programme consacré aux pays IDA ⁶	54 %	57 %	59 %	57 %	63 %

1. Les engagements au titre d'investissement englobent les engagements au titre d'investissements à long terme et les engagements au titre d'investissements à court terme.

2. Les « ressources mobilisées » sont les financements provenant d'entités autres qu'IFC ou faisant l'objet d'un dispositif de partage des risques mis à la disposition des clients aux conditions du marché grâce à la participation active et directe de la Société. Ne comprennent pas un montant de 1 300 millions de dollars au titre de participations non financées aux risques, qui est inclus dans les ressources mobilisées pour le compte d'IFC.

3. Les ressources mobilisées au titre de services-conseil comprennent les financements privés provenant de tiers affectés à des projets de partenariats public-privé par suite de l'intervention d'IFC en tant que conseiller principal. Elles comprennent aussi les ressources mobilisées par les Services de conseil financier aux entreprises (Corporate Finance Services), pour des projets au titre desquels IFC a assuré des services-conseil dans le but d'aider ses clients du secteur privé à pénétrer sur de nouveaux marchés, à diversifier et restructurer leurs opérations ou à attirer de nouveaux investisseurs.

4. Le rapport annuel de l'exercice 20 indique le montant moyen du solde des financements à court terme pour les exercices 17-19. Le rapport annuel de l'exercice 21 décrit les engagements au titre d'investissements à court terme pour les exercices 17-21. Dans le rapport annuel de l'exercice 20, les engagements au titre d'investissements à court terme s'élevaient à 6,473 millions de dollars. Ce chiffre a été révisé à la baisse, à 6,469 millions de dollars. Les financements à court terme comprennent les montants relatifs au Programme mondial de financement du commerce et au Programme mondial de financement des fournisseurs.

5. L'exposition du portefeuille est définie par la somme : i) des engagements au titre des investissements d'IFC dans des titres de créances, ii) de la juste valeur marchande des investissements d'IFC sous forme de participations, et iii) du montant total des engagements sous forme de participations non décaissés. IFC enregistre ses titres de participation de manière différente depuis le 1^{er} juillet 2018 par suite des changements apportés aux normes comptables. Elle utilise de ce fait l'expression « exposition du portefeuille » pour indiquer que, contrairement aux montants décaissés et en cours, les investissements sous forme de participations sont évalués à leur juste valeur marchande. L'exposition du portefeuille pour le compte d'IFC à compter de l'exercice 19 n'est donc pas directement comparable aux données des années antérieures.

6. Toutes les références faites dans ce rapport au pourcentage de dépenses de services-conseil consacrées aux pays IDA, aux États fragiles et aux pays touchés par un conflit excluent les projets à caractère mondial.

Les crises peuvent être source de nombreux enseignements. Comme des miroirs, elles nous obligent à regarder la réalité en face. Que nous a révélé la COVID-19 ? Que nous vivons dans un monde plus interconnecté que jamais, où les résultats sanitaires et économiques sont indissociables, les conflits sont plus nombreux et les avancées dans la lutte contre les inégalités sont précaires. Toutefois, la révélation la plus importante est peut-être celle-ci : quand vient le moment d'agir de manière urgente, il est possible d'accomplir des choses extraordinaires.

J'arrive à IFC au beau milieu d'une pandémie, et dans un monde devenu incertain. Cette expérience, qui a représenté pour moi une leçon d'humilité, m'a permis d'être un témoin privilégié des capacités extraordinaires de notre organisation face aux épreuves les plus difficiles. Alors que tant d'autres ont dû reculer, IFC a résolument avancé, aidant les pays en développement à surmonter les moments les plus difficiles de la crise sanitaire, à préserver les emplois et à appliquer à grande échelle les solutions climatiques, tout en veillant à ne laisser de côté aucun des pays en proie à la fragilité, aux conflits et à la violence.

Vous trouverez dans les pages qui suivent le récit complet de ce qui a été accompli, mais je tiens tout de même à relever quelques faits marquants. Durant l'exercice 21, les engagements d'IFC dans le monde se sont élevés au total à 31,5 milliards de dollars, dont 11,9 milliards de dollars en faveur des pays fragiles, touchés par les conflits et démunis. Nous avons lancé un mécanisme de financement d'une valeur de 4 milliards de dollars pour aider les pays en développement à accéder aux fournitures médicales dont ils avaient besoin pour combattre la pandémie. Nous avons mobilisé 8 milliards de dollars pour le financement des liquidités afin d'éviter la fermeture aux entreprises des secteurs touchés, 400 millions de dollars ciblant particulièrement les petites entreprises et celles détenues par des femmes. Le financement de l'action climatique par IFC pour son propre compte a atteint un montant record de 4 milliards de dollars.

Ces chiffres représentent des vies sauvées. Des entreprises maintenues à flot. Des groupes de populations protégés. Des débouchés créés.

Ce que nous avons accompli cette année témoigne de la force et de la résilience des équipes d'IFC partout dans le monde. Elles sont restées focalisées sans faiblir sur notre mission, en dépit des difficultés personnelles associées à la pandémie que leurs membres devaient gérer. Leur dévouement m'est une source d'inspiration au quotidien et me conforte dans l'idée que nous sommes prêts à répondre aux exigences de demain.

Celles-ci nous commandent d'avoir l'audace de nous risquer dans les endroits les plus difficiles du globe. De nous montrer suffisamment persuasifs pour amener nos partenaires du secteur privé à redéfinir avec nous ce que nous appelons l'investissement d'impact. Bref, l'avenir demande que nous soyons intrépides. Et nous le serons, en nous fixant l'objectif le plus audacieux à ce jour, à savoir doubler l'impact d'IFC et mobiliser deux dollars pour chaque dollar investi par nos soins.

Affronter les défis, maximiser les opportunités

Nous nous attaquerons d'abord aux deux problèmes qui menacent notre planète et nos populations.

Nous devons donc premièrement relever l'un des défis les plus urgents de cette génération, le changement climatique. Il nous reste peu de temps pour empêcher que se réalisent les pires scénarios prédits par les scientifiques, d'autant que les plus vulnérables de la planète, quoiqu'ayant le moins contribué au changement climatique, en payeront le tribut.

IFC a conscience qu'elle doit absolument contribuer à limiter le réchauffement de la planète si elle veut accomplir sa mission. Face à ces enjeux, la seule solution envisageable est de relever résolument le défi et changer radicalement la manière dont nous travaillons. Nous nous sommes engagés à aligner la totalité de nos investissements directs sur les objectifs de l'Accord de Paris d'ici à l'exercice 26.

Les investissements dans les solutions au problème climatique permettront par ailleurs de répondre au deuxième défi auquel le monde est confronté : éviter que la pandémie sanitaire actuelle ne fasse le lit d'une pandémie des inégalités.

La COVID-19 a eu des effets dévastateurs sur les marchés émergents, balayant en quelques mois les avancées économiques réalisées en plusieurs années. Pas moins de 150 millions de personnes devraient basculer dans l'extrême pauvreté d'ici à la fin de 2021. Il va sans dire que le secteur privé sera la principale locomotive de la reprise. Forte de son autorité et son expertise, IFC peut œuvrer et œuvrera pour une reprise verte, inclusive et résiliente.

Nous devons agir parallèlement sur plusieurs fronts, le premier concernant les vulnérabilités des systèmes de soins de santé mises à nu par la pandémie. Les pays en développement doivent avoir un accès équitable aux vaccins et fournitures médicales nécessaires pour combattre la COVID-19 et d'autres maladies. IFC contribue à l'effort en redéfinissant sa stratégie d'investissement dans les soins de santé. Nous viserons principalement à combler les lacunes du marché, à améliorer les capacités de fabrication et de distribution locales, et à soutenir les partenariats public-privé afin de renforcer la résilience des systèmes de santé. C'est maintenant qu'il faut se préparer pour la prochaine crise sanitaire mondiale et IFC entend faire sa part.

Nous devons aussi renflouer les micro, petites et moyennes entreprises qui peinent encore à se remettre de la pandémie. L'accès aux capitaux a toujours été le plus grand frein à l'essor des entreprises dans les pays en développement, les financements nécessaires se chiffrant à 8 000 milliards de dollars environ avant la pandémie. Le besoin est presque



certainement plus important aujourd'hui, les entreprises qui étaient déjà en mal de crédits disposant de peu de ressources pour les aider à surmonter les perturbations provoquées par la COVID-19.

Les 2 milliards de dollars investis récemment par IFC au titre de nouveaux financements en faveur de micro, petites et moyennes entreprises africaines ne sont que la première des aides que nous comptons apporter. Ces entreprises, qui fournissent des services essentiels, créent des emplois et libèrent des familles de la pauvreté, forment le socle économique des pays à travers le monde et nous devons les pérenniser.

Nous pensons particulièrement à utiliser nos investissements pour regagner du terrain sur le front de l'égalité des genres. La pandémie a obligé d'innombrables femmes à quitter leurs emplois, les transformant en prestataires de soins non rémunérées. Une génération entière d'entrepreneuses risque de disparaître si nous ne soutenons pas les entreprises féminines : dans le cadre de son programme Banking on Women, IFC a déjà investi plus de 3 milliards de dollars dans 104 institutions financières de 56 pays pour garantir des services financiers durables aux femmes.

Investir dans les solutions climatiques, la santé et les petites entreprises contribuera dans une mesure importante à une reprise verte, inclusive et résiliente au lendemain de la pandémie. Pour autant, il ne suffira pas d'affronter ces défis. Nous devons aussi œuvrer sans relâche à la création de toujours plus d'opportunités, et il n'y en a peut-être pas de plus grande que de combler le fossé numérique.

La pandémie a confirmé ce que nous savons depuis quelque temps déjà, c'est-à-dire que l'économie de demain sera numérique. Les pays en développement recèlent un potentiel quasi illimité, pour peu que nous donnions aux jeunes les compétences, outils et ressources dont ils ont besoin pour devenir la prochaine génération de codeurs, créateurs numériques et entrepreneurs tech. Si la numérisation s'est accélérée dans le monde au cours des 18 derniers mois, les marchés émergents ne jouissent pas encore de la connectivité numérique universelle qui ferait bondir la croissance.

Les engagements d'IFC dans les secteurs des télécommunications, des médias et de la technologie dans les marchés émergents ont dépassé 1 milliard de dollars pour la première fois cette année, pratiquement trois quarts étant dirigés vers l'Afrique. Mais cela ne représente que le début de nos efforts. Une reprise résiliente doit passer par la connectivité numérique de l'ensemble du monde en développement, ce qui permettrait aux plus pauvres et plus marginalisés d'avoir accès aux apprentissages et possibilités de travail en ligne.

Viser plus haut

Pour atteindre les objectifs ambitieux que nous nous sommes fixés, IFC devrait placer la barre encore plus haut.

Nous devons d'abord donner le ton de l'intérieur. La redevabilité s'est trouvée plus renforcée que jamais au sein de notre institution après les réformes internes menées récemment et l'entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2021 de la nouvelle politique relative au mécanisme indépendant de redevabilité. Les nouveaux processus ainsi mis en place permettent aux personnes subissant les effets néfastes des projets soutenus par IFC de mieux se faire entendre. Ils encouragent par ailleurs l'accès au mécanisme et donnent à IFC et ses clients plus de moyens de répondre très tôt et de manière proactive aux préoccupations des populations locales. Cela nous rend comptables de nos actes, nous permet de mieux apprécier notre impact et, en fin de compte, de réaliser notre objectif qui est d'assurer un développement qui profite à tous.

Nous avons aussi réaffirmé notre détermination à promouvoir la diversité en notre sein. Le large éventail d'origines, d'expériences et de points de vue que recèle IFC constitue sans nul doute son meilleur atout et la nomination cette année du premier chef de programme chargé exclusivement de la diversité, l'équité et l'inclusion y contribuera durablement.

Les mesures prises pour renforcer IFC de l'intérieur la doteront des aptitudes voulues pour continuer de jouer résolument son rôle de chef de file à l'extérieur, dans le monde d'après la pandémie. Nous devons nous montrer aussi lucides et tournés vers l'action dans les périodes de sérénité comme en temps de crise. Il nous faudra pour ce faire montrer plus d'appétit pour le risque, particulièrement en créant des marchés là où ils font le plus défaut. Notre initiative axée sur les actions en amont, qui nous a permis de renforcer notre réserve d'engagements à long terme même au plus fort de la pandémie, sera notre principal levier pour susciter des possibilités de développement de projets à un stade précoce. Cette initiative représente peut-être notre meilleur espoir pour l'avenir.

Nous devons aussi trouver des moyens plus hardis et originaux d'attirer plus de capitaux privés vers le monde en développement. Malgré la pandémie et ses problèmes, IFC a tout de même réussi à mobiliser le deuxième volume le plus important de capitaux de toute son histoire. Mais il en faut davantage pour réaliser nos ambitions.

Pour réussir, il nous faudra particulièrement soigner nos partenariats, anciens comme nouveaux. Nous créerons des plateformes de financement innovantes qui nous permettront d'élargir et de diversifier notre base d'investisseurs. Et chaque fois que ce sera possible, nous nous attacherons à lever les freins aux investissements du secteur privé dans les marchés émergents, notamment au moyen de réformes réglementaires et de l'établissement de normes.

La pandémie a montré qu'il n'est aucun défi qu'IFC ne puisse relever. Je suis profondément reconnaissant à l'équipe extraordinaire qui nous a menés jusqu'à ce moment, et qui se tient déjà prête à nous conduire vers un avenir meilleur. Je vous invite à envisager avec moi les mois et années à venir avec optimisme, pour notre organisation, nos clients, les populations et les collectivités que nous servons ainsi que pour l'avenir vert, inclusif et résilient que nous bâtirons ensemble.

Makhtar Diop
Directeur général d'IFC

Principales données financières

En millions de dollars au, 30 juin date, de clôture des exercices

	2021	2020	2019	2018	2017
Revenu net (perte nette) imputable à IFC ¹	4 209	(1 672)	93	1 280	1 418
Dons à l'IDA	213	–	–	80	101
Revenu (perte) avant dons à l'IDA	4 422	(1 672)	93	1 360	1 523
Total actif	105 264	95 800	99 257	94 272	92 254
Prêts participations et titres de créance, nets	44 991	41 138	43 462	42 264	40 519
Juste valeur des participations (estimation)	12 024	10 366	13 113	14 573	14 658

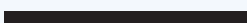
Principaux ratios

Rendement de l'actif moyen (base GAAP US) ¹	4,2 %	(1,7) %	0,1 %	1,4 %	1,6 %
Rendement des capitaux propres moyens (base GAAP US) ¹	14,9 %	(6,3) %	0,3 %	5,0 %	5,9 %
Encaisses et placements immédiatement disponibles en pourcentage des besoins estimés pour les trois prochains exercices	114 %	96 %	104 %	100 %	82 %
Ratio d'endettement	2,1	2,2	2,2	2,5	2,7
Montant total des ressources disponibles (en milliards de dollars)	30,7	28,2	27,8	24,7	23,6
Montant total des ressources nécessaires (en milliards de dollars)	20,5	20,3	21,8	20,1	19,4
Total des provisions pour pertes sur prêts rapporté à l'ensemble du portefeuille décaissé	4,9 %	6,3 %	4,7 %	5,1 %	6,1 %








1. Ces résultats financiers ne se prêtent pas à des comparaisons directes en raison de l'adoption le 1er juillet 2019 de la norme comptable révisée ASU 2016-01. Par conséquent, toutes les plus-values et moins-values latentes au titre des participations sont comptabilisées dans le Revenu net depuis l'exercice 19.

Dépenses au titre du programme de services-conseil, Ex. 21

Montants en millions de dollars

Total	244,0	100 %	
-------	-------	-------	---

Par région

Afrique subsaharienne	77,4	32 %	
Asie de l'Est et Pacifique	34,3	14 %	
Europe et Asie centrale	33,1	14 %	
Monde	30,4	12 %	
Asie du Sud	23,5	10 %	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	23,4	10 %	
Amérique latine et Caraïbes	21,8	9 %	

Par domaine d'activité

Services-conseil par domaine d'activité d'IFC	156,2	64 %	
<i>Groupe des institutions financières</i>	56,4	23 %	
<i>Industrie manufacturière, agro-industrie et services</i>	37,3	15 %	
<i>Services-conseil pour les transactions</i>	36,0	15 %	
<i>Infrastructure et ressources naturelles</i>	21,3	9 %	
<i>Technologies de rupture et fonds pour l'innovation de rupture</i>	5,2	2 %	
Services-conseil régionaux pour la création des marchés	59,4	24 %	
Autres services-conseil, y compris sur les questions environnementales, sociales et de gouvernance	28,4	12 %	

« ALORS QUE TANT D'AUTRES ONT DÛ RECULER, IFC A RÉSOLUMENT AVANCÉ, AIDANT LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT À SURMONTER LES MOMENTS LES PLUS DIFFICILES DE LA CRISE SANITAIRE, À PRÉSERVER LES EMPLOIS ET À APPLIQUER À GRANDE ÉCHELLE LES SOLUTIONS CLIMATIQUES. »

MAKHTAR DIOP, DIRECTEUR GÉNÉRAL D'IFC

Engagements à long terme, Ex. 21

Montants en millions de dollars, pour le compte d'IFC, au 30 juin 2021

Total	12 474	100,00 %	
Par branche d'activité			
Marchés financiers	5 899	47,29 %	
Santé et éducation	1 321	10,59 %	
Infrastructure	1 045	8,38 %	
Agro-industrie et foresterie	1 009	8,09 %	
Tourisme, commerce de détail et biens immobiliers	992	7,95 %	
Industrie manufacturière	833	6,68 %	
Fonds	636	5,10 %	
Télécommunications et technologies de l'information	601	4,82 %	
Ressources naturelles ¹	138	1,10 %	
Par région			
Asie de l'Est et Pacifique	2 830	22,69 %	
Amérique latine et Caraïbes	2 792	22,39 %	
Afrique subsaharienne	2 435	19,52 %	
Europe et Asie centrale	1 962	15,73 %	
Asie du Sud	1 516	12,15 %	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	928	7,44 %	
Monde	12	0,10 %	
Par produit			
Prêts ²	10 802	86,60 %	
Participations ³	1 157	9,28 %	
Garanties	475	3,81 %	
Produits de gestion des risques	40	0,32 %	

Exposition du portefeuille, Ex. 21⁴

Montants en millions de dollars, pour le compte d'IFC au 30 juin 2021

Total	64 092	100 %	
Par branche d'activité			
Marchés financiers	24 418	38 %	
Infrastructure	9 981	16 %	
Fonds	6 246	10 %	
Industrie manufacturière	4 341	7 %	
Agro-industrie et foresterie	4 082	6 %	
Santé et éducation	3 848	6 %	
Tourisme, commerce de détail et biens immobiliers	3 767	6 %	
Financement du commerce	3 098	5 %	
Télécommunications et technologies de l'information	2 720	4 %	
Ressources naturelles ¹	1 591	2 %	
Par région⁵			
Amérique latine et Caraïbes	12 490	19 %	
Asie de l'Est et Pacifique	11 786	18 %	
Afrique subsaharienne	11 221	18 %	
Asie du Sud	10 004	16 %	
Europe et Asie centrale	8 997	14 %	
Monde	5 752	9 %	
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3 840	6 %	

1. Comprend les activités d'IFC dans la branche pétrole, gaz et mines.

2. Y compris les produits de type prêt et quasi-prêt.

3. Y compris les produits de type participation et quasi-participation.

4. L'exposition du portefeuille est définie par la somme : i) des engagements au titre des investissements d'IFC dans des titres de créances, ii) de la juste valeur marchande des investissements d'IFC sous forme de participations, et iii) du montant total des engagements sous forme de participations non décaissées.

5. Non compris les parts des projets régionaux et mondiaux imputables aux pays.

À PROPOS D'IFC

La Société financière internationale (IFC), membre du Groupe de la Banque mondiale, est la principale institution de développement axée sur le secteur privé dans les marchés émergents et les économies en développement. Elle mène des opérations dans plus d'une centaine de pays, consacrant son capital, ses compétences et son influence à la création de marchés et d'opportunités pour améliorer les vies des personnes. Au cours de l'exercice 21, elle a investi 31,5 milliards de dollars au titre de l'ensemble de ses engagements, notamment 23,3 milliards de dollars en financements à long terme et 8,2 milliards de financements à court terme, au profit de sociétés privées et d'institutions financières dans les économies émergentes et en développement, mobilisant ainsi les capacités du secteur privé pour mettre fin à l'extrême pauvreté et promouvoir une prospérité partagée. Pour de plus amples informations, consultez le site www.ifc.org.

RESTEZ EN CONTACT

Site web d'IFC
ifc.org

Facebook
facebook.com/IFCwbq

Twitter
twitter.com/IFC_org

LinkedIn
linkedin.com/company/ifclinkedin/

YouTube
youtube.com/IFCvideocasts

Instagram
instagram.com/IFC_org/

Voir le rapport intégral
ifc.org/AnnualReport



2121 PENNSYLVANIA AVENUE, NW
WASHINGTON, DC 20433
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE